

Des paroles aux actes !

**Compte rendu de la réunion avec le Premier ministre et la ministre du Travail
du 9 juillet 2020**

Jean Castex et Elisabeth Borne reçoivent les organisations syndicales et patronales pendant deux jours, à l'occasion de réunions courtes (45 minutes). Leurs objectifs, disent-ils, sont d'une part de démontrer de leur part une « volonté de dialogue », d'autre part de recueillir notre « sentiment sur la crise sanitaire et sociale à venir », et enfin de fixer les conditions pour « organiser le travail dans les semaines à venir ».

Le Premier ministre a longuement insisté sur ses priorités : le chômage et l'emploi. Il souhaite lancer des concertations sur l'ensemble du contenu d'un plan de relance et sur ses modalités d'exécution sur les territoires. Il sera question d'activité partielle, d'emploi des jeunes, et d'assurance-chômage (« que faisons-nous de la réforme ? » a été sa seule allusion sur le sujet). Le Premier ministre dit vouloir tenir compte du contexte actuel, en « adaptant ou accélérant, mais pas en bouleversant » les projets de réformes. D'autres sujets seront sur la table : santé au travail, télétravail, dépendance, partage de la valeur dans les entreprises, restructuration des branches et retraites.

La délégation CGT a eu un long échange avec le Premier ministre sur ce dernier sujet. Celui-ci souhaite en effet mettre le sujet sur la table, « sans mettre le pays à feu et à sang », et compte trouver des solutions à la « dégradation des régimes » qu'il a liée uniquement au contexte de la crise sanitaire. La délégation a rappelé qu'elle a participé à 27 réunions organisées par Jean-Paul Delevoye à ce sujet, qu'elle a démontré, il y a quelques mois, que la dégradation des caisses sociales était organisée par le Patronat et les différentes politiques gouvernementales, et a porté des propositions concrètes pour le financement des régimes de retraites. La crise sanitaire a eu raison du débat et de notre propre projet de contre-conférence de financement. Le Premier ministre a affirmé que, même si le gouvernement abandonne la réforme systémique, la question budgétaire restait en suspens.

A la question de savoir si la CGT comptait participer aux réunions sur les retraites, la délégation a répondu que les conditions d'une confiance n'étaient pas établies aujourd'hui, et que les méthodes de concertation gouvernementale, consistant à ne pas faire bouger les projets de réforme d'un pouce entre le début et la fin de la concertation, n'engagent pas notre organisation à se réinscrire aujourd'hui dans un processus sans garantie de loyauté et de réelle prise en compte de nos propositions,

projet contre projet. Il y a un lourd contentieux avec le gouvernement précédent, le Président a joué avec le feu avec ses déclarations la semaine dernière et la confiance doit d'abord se regagner. Le Premier Ministre a affirmé sa volonté de : « ne pas remettre de pièce dans le baril inflammable » et « ne pas mettre le feu à la baraque ». Il a également affirmé à plusieurs reprises, pendant la réunion, qu'il avait « toujours cru au dialogue social » et que c'était une « condition d'efficacité ». Il estime légitime, dans le contexte, de poser la question du financement des retraites et que ce n'est pas « une provocation ». Il a annoncé qu'il organiserait une première réunion vendredi 17 juillet, afin de partager des diagnostics sur la situation actuelle des caisses sociales, réunion au cours de laquelle il pourrait annoncer la fermeture du processus législatif et la réouverture de concertations. La réunion pourrait aussi permettre de fixer un calendrier et des méthodes pour aborder le sujet du financement des retraites et traitera également de la réforme de l'assurance chômage.

Il a conclu en rappelant que sa priorité était l'emploi et qu'il était nécessaire de trouver une méthode et un calendrier pour avancer rapidement à ce sujet. Le projet de plan de relance se fondera sur les questions de souveraineté industrielle, de relocalisation, de réindustrialisation et de transitions écologiques.

La CGT a une nouvelle fois affirmé qu'elle portait deux projets très concrets pour la réouverture de deux usines, Luxfer et La Chapelle d'Arblay ainsi des projets de développement de filières, comme celle de l'imagerie médicale. La relance d'une politique de fret, en lien avec les ambitions environnementales indispensables aujourd'hui face aux questions d'urgence climatique, pourrait permettre le développement d'une industrie pour construire les wagons isolés nécessaires à son développement.

Il est nécessaire de trouver les moyens de stopper rapidement cette hémorragie d'annonces de plans sociaux par des entreprises qui ont touché beaucoup d'aides de l'Etat. Il est urgent de mettre en place des contreparties aux aides de l'Etat et d'avoir une réflexion globale en matière d'emploi, en réfléchissant par exemple à la création de nouvelles filières ou aux transitions nécessaires pour celles existantes. Il faut également trouver des mécanismes engageant la responsabilité des donneurs d'ordres sur l'ensemble d'une filière en matière d'emploi, de formation, d'apprentissage... La formation professionnelle, les lycées professionnels et l'apprentissage ne doivent plus être au service des seuls besoins des entreprises en formant essentiellement aux postes de travail. La délégation a également demandé que le gouvernement porte auprès de ses homologues européens la proposition de clauses spécifiques dans les appels d'offres pour les marchés publics européens, instaurant des obligations sociales et environnementales.

La CGT a rappelé qu'il fallait trouver un juste équilibre entre santé et économie et a dénoncé le fait que juste à présent, la partie économique avait été privilégiée. La crise de l'emploi a touché en premier les emplois les plus précaires, et il est nécessaire d'avancer sur la question de la qualité de l'emploi et du travail. Il n'est pas possible de continuer comme cela : emploi et bas salaires doivent être les priorités du gouvernement. Il faut maintenant passer des paroles aux actes.